

L'année 2015, en s'achevant comme elle a commencé, dans le sang et dans la terreur, restera pour la France une année tragique. Il y a désormais un avant et un après 2015.

Les attentats d'une violence inouïe ont frappé les Français dans ce qu'ils ont de plus cher : la liberté d'expression, la laïcité, une vie sociale tolérante, métissée, festive, un art de vivre que résume la formule d'E. Morin « *ces milliers de maisons de la culture que sont en France les cafés* ».

A chaque attentat, la réaction du peuple a été à la hauteur du défi : massive, digne, forte et fraternelle. Des millions de Françaises et de Français sont descendus dans la rue, ont partagé leur douleur, debout et solidaires, pour dire « La vie continue, pas tout à fait comme avant, plus fragile, plus grave, plus précieuse, mais elle continue ».

Les sections et les militants de la LDH étaient là bien présents au cœur de ce vaste mouvement citoyen.

Dans ces circonstances tragiques, il appartient à l'Etat de garantir à tous les Français à la fois la sécurité et la liberté, dialectiquement et éternellement liées. **Pas de liberté sans sécurité et pas de sécurité sans liberté.**

Comme le dit Robert Badinter « *l'Etat de droit n'est pas l'Etat de faiblesse* ». Des mesures exceptionnelles sont indispensables pour donner à la police et à la justice les moyens nécessaires pour combattre efficacement la menace terroriste. Mais elles ne doivent pas se transformer en mesures d'exception contraires à nos valeurs républicaines. Ce serait la victoire des terroristes sur la démocratie.

Le projet de réforme de la Constitution est loin d'être une évidente nécessité, encore moins le projet de déchéance de nationalité. Comment justifier cette mesure, aussi inefficace que dangereuse, dont la droite extrême rêvait sans jamais avoir osé la mettre en œuvre ? Comme le disait Camus : « *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* ». Si ce qui est symbolique, c'est ce qui réunit, rassemble, le contraire, ce qui divise, est *diabolique*. Si les mots ont un sens, cette mesure est doublement diabolique ; d'abord elle divise. Quel message pour tous ces jeunes binationaux, fils ou petit-fils d'immigrés nés en France qui se considèrent totalement Français et qui ne trouvent toujours pas leur place au sein de notre société ? Ensuite c'est un calcul politicien qui brouille tous les repères démocratiques.

A nous de nous mobiliser pour convaincre un par un nos parlementaires qu'ils feraient fausse route en votant ce texte. Plus qu'une erreur, ce serait une faute. Les mesures prises en urgence sous la pression d'une opinion médiatico-sondagière ne sont pas la meilleure réponse au terrorisme.

Dans cette période confuse où des électeurs de Gauche rêvent de Juppé et des électeurs de Droite rêvent de Macron, les postures et les polémiques politiques de Droite comme de Gauche ne sont pas de saison. Seule une politique résolument de Gauche héritée de l'idéal des Lumières qui œuvre pour plus de liberté, plus d'égalité et plus de fraternité peut répondre aux attentes des citoyens et créer un élan collectif pour un projet solidaire.

La meilleure riposte au défi terroriste nihiliste, c'est l'idéal démocratique, c'est un Etat de droit qui travaille inlassablement pour que tous les droits fondamentaux politiques, mais aussi sociaux et environnementaux, soient respectés et appliqués. C'est la raison d'être de la LDH et de ses combats depuis plus d'un siècle. C'est le chantier qui nous attend (projet du National d'Etats généraux de la démocratie).

Année terrible pour les droits de l'Homme quand on voit aussi les milliers de réfugiés frappant à la porte de l'Europe se heurtant aux barbelés des nationalismes, quand on voit les résultats des élections régionales qui confirment le désarroi démocratique (abstentionnisme massif et progression continue du F.N.), sans oublier l'urgence climatique qui menace la vie de millions d'habitants de la planète, surtout les plus pauvres et pour finir la toute puissance de la finance qui dicte sa loi en Grèce et ailleurs.

Bilan désespérant ? Non car quelle autre époque que la nôtre, quel autre pays que le nôtre ne connaît autant de moyens et de possibilités pour que chacune et chacun puisse vivre pleinement sa vie, comme le faisait remarquer Jean Ziegler éternel militant altermondialiste à plus de 80 ans, notamment pour le droit à l'alimentation ?

Chacune des sections de Normandie-Caen a mobilisé ses forces militantes chaque fois qu'elle l'a pu sur des actions et des projets concrets pour faire respecter et progresser les Droits de l'Homme, véritable travail de Sisyphe. Le combat contre le racisme, la xénophobie et l'exclusion sous toutes ses formes n'est jamais fini.

Les jeunes ont été pour nous une priorité, ils sont l'avenir. Les plaidoyers, action citoyenne où ils sont acteurs et valorisés, sont une belle réussite en particulier dans la Manche. Plus de 1 000 jeunes se sont embarqués dans cette aventure et ont été les talentueux avocats des Droits de l'Homme.

Souhaitons que « *les fruits passeront la promesse des fleurs* » Malherbe.

A Hérouville, le 16 janvier 2016.

André LUCAS, délégué régional